

# LE MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

MATARIITI 40. — N° 40.

TE VEA NO TAITI.

TAHITI (O NO MATI.

On s'abonne à l'imprimerie.  
Un an 48 fr. — Six mois 24 fr. — Trois mois 12 fr.  
Payables d'avance.

Dimanche 10 Mars 1861.

Annuaire 1 fr. 25 ligues.  
Annonces répétées moitié pris.  
Au comptant.

## SOMMAIRE.

**PARTIE OFFICIELLE.** — Arrêté portant organisation du service de la poste dans les Établissements français de l'Océanie.  
— Arrêté appela à jour de l'art. 23 de l'arrêté précédent, les lles de Bora-Bora, Raiatea et Huahine. — Arrêté réglementant le dépôt et le débit des munitions de guerre, projectiles, fusils et armes de toutes espèces. — Arrêté autorisant Mmes Elisabeth Howe et Mary Stonier à ouvrir, à Papeete, un externat pour les enfants des deux sexes.  
**PARTIE NON OFFICIELLE.** — Avis concernant les inscriptions des terrains. — Mise en adjudication des travaux nécessaires au palais de la Reine.  
Mouvements du Port. — Tableau d'abstige. — Observations météorologiques.

## PARTIE OFFICIELLE.

**ARRÊTÉ** portant organisation du service de la poste dans les Établissements français de l'Océanie.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux lles de la Société,  
Vu le décret impérial du 13 novembre 1859 sur l'échange des correspondances entre la France et les Établissements français de l'Océanie, par la voie des paquebots britanniques et des bâtiments de la marine impériale et du commerce ;

Considérant la nécessité de donner au bureau de poste de Papeete une organisation définitive permettant d'appliquer les dispositions tutélaires de ce décret ;  
Vu l'ordonnance du 28 avril 1843 et le décret du 11 janvier 1860 ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,  
Le Conseil d'administration entendu,

### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

**ART. 1<sup>er</sup>.** De l'organisation du Service.  
Le service de la poste de Tahiti sera dirigé par un buraliste, placé sous les ordres de l'Ordonnateur faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur.

**ART. 2.** Cet agent sera nommé par nous ; il sera assermenté.

**Modes de réception, de distribution et d'expédition des correspondances.**

**ART. 3.** Le buraliste sera spécialement et exclusivement chargé de la réception, de l'expédition et de la distribution des lettres, journaux, imprimés, etc.

Toutefois, pour les correspondances de l'intérieur et pour celles échangées entre Tahiti et Moorea, il sera facultatif aux habitants de les expédier par express.

**ART. 4.** Tout capitaine de navire arrivant à Papeete sera tenu, sous peine d'une amende de 150 à 300 francs, de remettre au buraliste ou à son représentant, muni d'un pouvoir signé, les lettres et paquets qui lui auront été confiés à son départ du port d'expédition et des ports de relâche.

**ART. 5.** Il est accordé à tout capitaine introducteur de correspondances, une rémunération de dix centimes par lettre et cinq centimes par quarante grammes de journaux ou d'imprimés.

Ces primes ne seront pas dues quand les bâtiments porteurs seront affectés au transport de la maille ea veru de marchés spéciaux.

Les valeurs primées seront payées par le bureau de Papeete aux capitaines exportateurs de dépêches jusqu'à ce que le paiement de ces primes puisse être assuré par les bureaux destinataires.

**ART. 6.** Il est interdit à toute personne étrangère au service de la poste de recevoir, pour l'expédition de quelque manière que ce soit, les lettres et journaux provenant de l'intérieur ou de l'extérieur, ou de s'immiscer dans leur distribution.

Toute contravention à cet article sera punie d'une amende de vingt à cent francs, dont moitié pour le Trésor et moitié pour celui qui l'aura constatée. En cas de récidive l'amende sera double.

**ART. 7.** La recherche des contraventions à l'article précédent est confiée au buraliste de la poste, aux employés des douanes, aux officiers de police judiciaire et aux agents de la force publique, qui sont autorisés à faire toutes perquisitions ou saisies de lettres.

Les procès-verbaux qui les dresseront devront contenir l'énumération des lettres et journaux saisis, et transmission de ces procès-verbaux sera faite au Procureur Impérial pour la suite à y donner. Les lettres saisies seront remises au bureau de la poste et distribuées avec la taxe ordinaire.

**ART. 8.** Les avis de départ seront affichés à l'extérieur du bureau de la poste avec indication des jours et heures de fermeture des boîtes.

Ces avis devront être insérés, autant que faire se pourra, dans un ou plusieurs numéros du *Messenger*, à la diligence du buraliste.

**ART. 9.** Aucun navire en partance ne pourra recevoir le billet de sortie délivré par le port, si le capitaine ne produit un certificat constatant qu'il a pris au bureau de la poste le sac des lettres.

**ART. 10.** Avis de ces dispositions devra être donné à tout capitaine, au moment de son arrivée, par les agents qui leur service appelle à bord (employés de la poste et du service des douanes, maître de port, etc.).

**ART. 11.** Le service de l'intérieur est confié à deux lignes suivant le littoral, l'une par l'Est, l'autre par l'Ouest. Les courriers partiront tous les dimanches, à 8 heures de matin.

La levée de la boîte sera faite la veille, à cinq heures du soir.

**ART. 12.** Les courriers seront porteurs d'une boîte à ouverture, afin de recevoir en route les lettres qu'on voudrait leur confier. La boîte ne sera ouverte que par les chefs des districts qu'ils traverseront ou par les commandants des postes militaires.

**ART. 13.** Il partira également un courrier tous les dimanches pour Moorea.

Le sac des lettres à cette destination sera levé la veille, à 3 heures du soir.

**ART. 14.** Il sera placé à l'extérieur du bureau de poste une boîte, correspondant à l'intérieur à un coffre fermé, pour recevoir les lettres non affranchies.

**ART. 15.** Provisoirement, et jusqu'à ce qu'il ait pu être établi des conventions postales avec les pays voisins, toutes les lettres expédiées de Tahiti devront être affranchies, excepté celles circulant à l'intérieur et celles à acheminer par la voie des paquebots à vapeur, conformément au décret du 13 novembre 1859 et suivant les conditions énoncées au tarif ci-joint, (annexe n° 1).

**ART. 16.** Les lettres à affranchir sont remises directement au buraliste de la poste qui est tenu d'appliquer sur chaque lettre le timbre d'affranchissement, en présence de l'intéressé.

**ART. 17.** Le bureau de la poste sera ouvert chaque jour de 3 à 5 heures, excepté les dimanches et les jours fériés.

La veille et le jour du départ des courriers pour l'extérieur, le bureau sera ouvert de 8 à 10 heures du matin et de 4 heures à 5 heures du soir.

À l'arrivée d'un courrier provenant de l'extérieur, aussitôt que les dépêches auront été classées, il sera lisé le jour, un pavillon, et à midi un fanal, sur le bureau de poste pour prévenir le public que la distribution des dépêches va commencer.

Le bureau restera ouvert, pour cette distribution extraordinaire, soit la nuit, soit le jour, pendant 2 heures.

Le lendemain, le bureau sera ouvert de 8 à 10 heures du matin.

**ART. 18.** Toute personne pourra se présenter pendant les heures d'ouverture du bureau pour réclamer les lettres, journaux et brochures à son adresse. Les lettres à l'adresse d'un tiers ne pourront être retirées que sur production d'un pouvoir spécial daté et signé et qui restera déposé au bureau de la poste.

Les lettres pour les militaires et marins sont remises aux vaguemestres des corps.

**ART. 19.** La distribution des lettres, paquets et journaux se fait au moyen d'un guichet spécial. Il est interdit au public de pénétrer dans l'intérieur du bureau.

**ART. 20.** Toute lettre déposée à la poste devra suivre sa destination. Il est interdit au buraliste d'en autoriser le retrait.

**ART. 21.** Toutes les lettres, tous les journaux, imprimés, etc., mis à la poste, sont frappés d'un timbre indiquant la date du dépôt ou de l'arrivée.

**ART. 22.** Les lettres non affranchies devront recevoir, en outre, outre sur leur suscription, le chiffre indiquant la taxe qui les frappe.

Celles de ces lettres destinées à la France, ou devant passer par son intermédiaire, prendront la voie des paquebots à vapeur, à moins d'indication contraire (voie du commerce) mise sur l'adresse.

**ART. 23.** La poste ne se charge pas de transport d'express.

Le transport des lettres contenant des valeurs ne peut dans aucun cas engager sa responsabilité. Elle ne vérifie point ces valeurs. Seulement, l'expédition des lettres chargées est soumise aux règles spéciales ci-après indiquées :

Toute lettre chargée doit être soigneusement enveloppée et fermée au moins de deux cachets qui devront porter une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'expéditeur, et placés de manière à retirer tous les fils de l'enveloppe.

Au moment de son dépôt, la lettre chargée est frappée du côté droit de l'adresse d'un timbre portant le mot chargé. Reçu en est donné par le buraliste, et il en est pris

renseignement sur un registre ad hoc conforme au modèle ci-joint (annexe n° 2).

La remise des lettres chargées doit aussi être constatée par un reçu du destinataire sur une autre partie du même modèle.

Les lettres chargées donnent lieu à la perception de taxes doubles de celles fixées pour les lettres ordinaires affranchies, payables d'avance par les expéditeurs.

En cas de perte d'une lettre chargée, l'agent responsable paiera une indemnité de 80 francs à l'intéressé. Les réclamations ne seront admises que dans un délai de six mois, à partir de la date du dépôt.

Provisoirement et jusqu'à ce que le bureau de Papeete puisse être en relations régulières avec les bureaux du poste des pays voisins, il ne sera reçu de lettres chargées que pour l'Europe et les Colonies françaises, par la voie des paquebots à vapeur, y compris la Nouvelle-Calédonie.

Art. 21. Les ports de lettres et paquets seront payés comptant lors de leur remise aux destinataires. Ceux-ci peuvent refuser ces lettres et paquets avant de les déballer, dans ce cas, le bureau lui écrit le mot *refusé* au dos des dites lettres.

Une liste de lettres non réclamées devra être affichée à l'extérieur du bureau ou dans la partie de ce bureau accessible au public. Cette liste sera insérée tous les trois mois au *Messager*.

Art. 22. A l'exception de celles provenant d'Europe par la voie des paquets et qui doivent être réexpédiées au bureau d'origine dans le délai d'un mois, toutes les lettres rebutées ou non réclamées sont tenues et restent pendant une année au bureau de la poste. Celles mal adressées ou adressées à des destinataires ayant changé de résidence seront transmises, si l'aire se peut, aux lieux où ils se trouvent.

Art. 23. Dans la première quinzaine de janvier, le bureau doit publier de nouveau, dans deux numéros successifs du *Messager*, les noms des personnes auxquelles sont adressées les lettres non réclamées pendant l'année précédente.

Une mois après la dernière publication, ces lettres et celles rebutées sont soumises à l'examen d'une commission spéciale composée :

1. Du Procureur Impérial, du Commissaire des fonds.

2. Du Receveur de l'enregistrement et du bureau.

Art. 24. Cette commission procède à l'ouverture des lettres, après réserve de celles qui, adressées aux habitants et autres habitants de passage, doivent être conservées au bureau.

Elle en retire les titres de créances, valeurs et autres papiers utiles, pour être remis à la disposition de qui de droit. A l'exception des reconnaissances de la poste métropolitaine qui sont envoyées au département de la marine et des Colonies.

Les lettres que la commission ne juge pas assez importantes pour être renvoyées aux personnes qui les ont écrites, sont brûlées sous l'œil de la commission.

La commission dresse de ses opérations un procès-verbal indiquant seulement les noms des destinataires et des signataires des lettres détruites ou conservées.

#### De la taxe des lettres et journaux.

Art. 25. Les correspondances et journaux et autres par la voie des paquets à vapeur seront taxés conformément aux dispositions du décret du 13 novembre 1859.

Art. 26. Les lettres circulant à l'intérieur de Taïti seront frappées d'une taxe de dix centimes par sept grammes et demi ou fractions de sept grammes et demi, et les journaux, d'une taxe de cinq centimes par poids de quarante grammes ou fractions de quarante grammes.

Toutes les îles de l'Océanie placées sous la souveraineté ou le Protectorat de la France sont assujetties à Taïti pour la taxe des lettres et journaux.

Les lettres provenant de la Nouvelle-Calédonie paieront treize centimes par taxe simple et les journaux dix centimes par quarante grammes ou fractions de quarante grammes.

Les lettres et journaux originaires de la Côte d'Afrique, d'Australie ou de tout autre point seront taxés aux mêmes poids, les lettres à une centime et les journaux, à raison de dix centimes.

Art. 27. Les lettres et journaux expédiés de Papeete pour les destinations ci-dessus indiquées paieront une taxe égale à celle d'arrivée.

#### De la franchise.

Art. 28. Le Commandant Commissaire Impérial jouira seul de la franchise illimitée.

Art. 29. Les Evêques missionnaires, l'Ordonnateur et les Consuls jouiront de la franchise pour les lettres circulant à l'intérieur des Etablissements et celles émanant de la Côte d'Afrique, des îles de l'Océanie, de la Calédonie et de l'Australie.

Art. 30. Jouissent aussi de la franchise, en raison de leurs fonctions, mais seulement pour les lettres circulant à l'intérieur des Etablissements, savoir :

- Etat-major du Commandant, Commissaire Impérial,
- L'aide-major,
- Le secrétaire archiviste,
- Serviteurs indigènes,
- Les chefs de districts,
- Les grands juges,
- Serviteurs militaires,
- Les équipages des bâtiments de la station locale,
- Le directeur d'artillerie,
- Le chef du génie,
- Le capitaine commandant le détachement d'infanterie,
- L'officier commandant la compagnie indigène,
- Le maréchal des logis de la gendarmerie.

#### Service de l'Ordonnateur faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur.

- L'chef du service de santé,
- Le directeur des affaires européennes,
- Le receveur de l'enregistrement,
- Le capitaine chef du service des douanes,
- Le commissaire aux revenus,
- Le commissaire aux fonds,
- Le commissaire des travaux et approvisionnements,
- Le commissaire des salubrités,
- Le commissaire de l'hôpital,
- Le commissaire de police,
- Le supérieur des frères de l'instruction chrétienne,
- Le supérieur des dames de Saint-Joseph,
- Service judiciaire,
- Le Procureur Impérial,
- Le Juge de Paix.

Art. 31. Les lettres de service, émanant des fonctionnaires ci-dessus énumérés, pourront être affranchies par le contre-signté de ces mots : *franchise pour service*, dans les limites ci-dessus fixées à la franchise qui leur est accordée.

Il est expressément défendu de comprendre, dans des paquets expédiés en franchise des lettres, des papiers, objets quelconques étrangers au service, et, au besoin, vérification du contenu des paquets peut être faite par le bureau, autorisé à faire ouvrir les lettres et paquets en sa présence.

En cas de contravention, il est exigé double taxe de l'expéditeur ou du destinataire, selon le cas.

Art. 32. Les sous-officiers et soldats, officiers-mariniers et marins en activité de service ou en congé sont exemptés de toute taxe locale pour les lettres qu'ils reçoivent de France ou qu'ils y envoient par navires de l'Etat ou du Commerce.

Art. 33. Ces lettres doivent, pour l'exemption de la taxe locale, être réunies dans un paquet, sous bande et remises au bureau de la poste par le vaguemestre du corps ou du bâtiment.

Le paquet doit porter pour inscription l'adresse du bureau, l'indication du nombre de lettres qu'il contient et la déclaration, signée de l'officier commandant le corps ou le bâtiment, attestant que ces lettres sont envoyées par des militaires ou des marins.

#### De la Comptabilité.

Art. 34. Le bureau tiendra un registre d'arrivée et un registre de départ spéciaux au service des correspondances échangées par la voie des paquets britanniques, conformément au décret du 13 novembre 1859.

Il tiendra par ces registres, d'après les indications des feuilles d'avis, toutes les lettres et tous les imprimés arrivés non affranchis et tous ceux affranchis au départ. Ces registres seront conformes aux modèles ci-joints (annexes n° 3 et 4).

Les feuilles d'avis des bureaux métropolitains devront être classées avec soin et serviront de série de numéros. Celles que le bureau aura égarées à son service, seront détruites en double expédition dont une restera déposée à l'appui de sa comptabilité. Ces feuilles d'avis auront aussi une série de numéros d'ordre.

Les actes de réception qui s'échangent entre le bureau de Papeete et les bureaux de la métropole seront soumis aux mêmes règles.

Art. 35. Le bureau tiendra deux autres registres de même nature, dans lesquels viendront se résumer les faits relatifs aux lettres et autres papiers de son service. Ils seront conformes aux modèles ci-joints (annexes n° 5 et 6).

Art. 36. Tout envoi de correspondances, lettres, journaux et imprimés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur (excepté ceux prévus à l'article 39 et soumis à des règles spéciales), donnera lieu à un bulletin établi en deux expéditions. Une expédition accompagnera l'envoi, l'autre restera au bureau à l'appui des inscriptions faites au registre de départ. Ce bulletin sera conforme au modèle ci-joint (annexes n° 7).

Les bordereaux accompagnant les dépêches à leur arrivée au bureau devront aussi être produits à l'appui du registre d'arrivée ; à défaut de bordereau, les inscriptions au registre seront directement opérées d'après les constatations faites par le bureau.

Art. 37. Le bureau tiendra, en outre, un registre indiquant le montant des recettes journalières par lui faites, et des paiements qu'il aura été chargé d'effectuer.

Art. 38. Le bureau ne pourra, sous aucun prétexte, disposer des fonds qu'il aura en caisse, si ce n'est pour les motifs ci-après indiqués.

Ces fonds devront être en parfaite concordance avec ses écritures, ce qui sera constaté lors des vérifications faites par l'Administration.

Art. 39. Le bureau est autorisé à payer les primes fixes pour l'introduction des lettres et journaux (art. 6.), ainsi que les mêmes dépenses de son service. Tout paiement devra être préalablement approuvé par l'Ordonnateur, enregistré au bureau de la poste, qui sera tenu d'en justifier par la production des acquits des parties prenantes.

Art. 40. Tous les quinze jours, il remettra au chef du bureau des fonds l'état de ses recettes, indiquant la somme à verser et celle réservée pour les besoins courants du service de la poste. Cet état, après avoir été vérifié, servira à opérer le versement au Trésor des fonds disponibles.

Art. 41. A la fin de chaque année, le bureau établira un compte de sa gestion indiquant, d'après les divisions de ses registres : 1° les taxes dont il a pris charge ; 2° le chiffre de ses recettes ; 3° le montant des versements effectués au Trésor ; et 4° le montant des dépenses par lui faites.

La différence résultant de la comparaison des éléments de ce compte, devra être représentée par les lettres non distribuées.

De l'emploi de gestion est apté en Conseil d'Administration.

#### Dispositions diverses.

Art. 43. Tout employé du service des postes qui se sera rendu coupable de violation du secret des lettres ou de destructions ou de détournements des lettres et valeurs postales à ce service, sera puni, conformément aux dispositions du code pénal (art. 187), d'une amende de 16 à 500 francs et d'un emprisonnement de 3 mois à 5 ans. Le responsable sera en outre interdit de toute fonction ou emploi public pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus.

Art. 46. Les contraventions au présent arrêté seront déférées au tribunal de police correctionnel du Protectorat.

Art. 47. Les amendes prononcées par suite de ces contraventions sont attribuées au Trésor local.

Art. 48. Toutes dispositions antérieures sur le service de la police et contraires aux présentes sont et demeurent abrogées.

Art. 49. L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré au bureau de la poste et inséré au *Messager* et au Bulletin officiel des Etablissements.

Papeete, le 26 février 1861.

E. G. de la RICHERIE.

Par le Commandant, Commissaire Impérial,

L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur,

TRILLARD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société.

Vu l'arrêté en date de ce jour, portant règlement sur le service de la poste.

Considérant qu'au terme de l'art. 29 des îles de l'Océanie, placées sous la protection ou la souveraineté de la France, et sous ses armées à l'intérieur de Taïti, pour la taxe des lettres et journaux ;

Wantant donner aux îles Bora-Bora, Raiatea et Huahine un témoignage de notre désir de resserrer les relations qui existent entre elles et Taïti ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur ;

Le conseil d'administration entendu ;

#### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Les îles de Bora-Bora, Raiatea et Huahine jouiront des mêmes avantages accordés par l'art. 29 de notre arrêté précité aux îles de l'Océanie, placées sous la protection ou la souveraineté de la France.

Art. 2. L'Ordonnateur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré au *Messager* et au Bulletin-Officiel des Etablissements.

Papeete, le 26 février 1861.

E. G. de la RICHERIE.

Par le Commandant, Commissaire Impérial,

L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur,

TRILLARD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société.

Vu les articles 13 et 18 de l'arrêté du 5 octobre 1859, sur le service des postes et ainsi conçus :

« Article 13 — Tout capitaine de navire devra adresser, dans les 24 heures, au Directeur de la Douane son manifeste et l'état détaillé des munitions et armes de guerre »

« droits d'entrée » ne peuvent être débarqués sans une autorisation du Directeur de la Douane, etc. »

Article 18. — La vente des munitions de guerre, poudre, salpêtre, projectiles, fusils, armes de toutes espèces, sans une permission spéciale du Commissaire de la République, est prohibée. Toute marchandise de cette nature dont on tenterait le débarquement en fraude sera »

« confiscée, outre l'amende portée au règlement de police. Considérant qu'il importe, dans l'intérêt de la sûreté des Etablissements et de la sécurité des personnes, de réglementer le dépôt et le débit de ces objets ;

Vu les lois qui régissent la marine en France ;

Vu l'ordonnance du 29 avril 1813 et le décret du 15 janvier 1859 ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

#### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Les négociants et armateurs qui sont propriétaires ou dépositaires d'objets d'artillerie, tels que canons, affûts, projectiles, poudres et munitions sont tenus de les mettre en dépôt dans les magasins de l'artillerie à Papeete.

Art. 2. Les négociants et armateurs sont chargés des mouvements d'entrée et de sortie des objets par eux confiés à l'artillerie, et ces mouvements doivent être préalablement concertés avec la police chargée de prescrire les mesures de sûreté générale y relatives.

Art. 3. La détention et la vente des armes dites de guerre sont prohibées.

Aucun négociant ou marchand ne pourra détenir des armes à feu de tout autre espèce, des munitions, poudres à mine ou poudres de chasse, etc. sans une autorisation spéciale. Cette autorisation spéciale est accordée par le Commissaire Impérial, sur la proposition de l'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur et après avis du Directeur des Affaires Européennes, basées sur la moralité du pétitionnaire. L'autorisation est personnelle et ne pourra être transmise à un tiers, même en cas de cession du fonds de magasin.

Art. 4. Les débitants de poudres ne pourront garder

chez eux plus de 12 kilogrammes de poudre de chasse et de 5 kilogrammes de poudre de mine. Ces poudres devront être tenues dans des boîtes en ferblanc bien closes, si elles sont en paquets, et dans des caisses en bois, si elles sont reçues en barils. Elles devront être placées dans un lieu sûr et séparé, autant que possible, des magasins ou maisons particulières.

Art. 5. Il est interdit à toute personne, qui n'y est pas autorisée, de conserver chez elle de la poudre au-delà de la quantité d'un kilogramme. Il sera également interdit à tout débitant de délivrer à un même individu une quantité de poudre excédant celle fixée.

Les quantités de quantités plus considérables, donneront lieu à une autorisation spéciale du Commissaire Impérial.

Art. 6. Il sera dressé procès-verbal contre tout voyageur, conduisant leur voiture ou patron d'embarcation qui se trouverait porteur de plus de 1 kilogramme de poudre, sans pouvoir justifier de sa destination par un permis de l'autorité. Soins de la poudre sera opérée.

Art. 7. Ces autorisations seront données par l'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur sur l'avis du Directeur des Affaires Européennes. Elles ne peuvent être délivrées que pour Papeete.

Art. 8. Les débitants autorisés seront soumis à l'obligation de tenir un registre particulier contenant la date des ventes par eux opérées, le nom des acquéreurs et la quantité de poudre vendue.

Art. 9. Les débitants ne pourront retirer de la poudre entreposée dans les magasins de l'artillerie, qu'avec une autorisation du Directeur des Affaires Européennes.

Toute nouvelle autorisation est subordonnée à la justification par le débitant de l'emploi de la poudre précédemment livrée.

Art. 10. La surveillance de l'exécution des dispositions qui précèdent est confiée à la police, qui, à cet effet, la faculté de visiter les magasins des marchands et débitants autorisés.

Art. 11. Il sera payé, par les propriétaires ou des dépositaires, pour droits de garde et de conservation, savoir :

0, 10 c. par kilogramme de poudre ;

0, 30 c. par kilogramme de poudre en canon (fer ou bronze) ; après chaque année de gardiennage les droits ci-dessus sont renouvelables.

Il sera payé aucuns frais de garde pour les armes portatives. Toutefois, elles seront entretenues aux frais des propriétaires suivant les tarifs adoptés pour les armes de guerre.

Art. 12. Le montant des droits fixés par l'article précédent sera attribué à la caisse locale, pour être, à la fin de chaque année, payé au garde d'artillerie, comptable de ces matières.

Art. 13. Il est défendu à tout militaire de tout grade, à tous ouvriers employés dans les magasins de l'Etat, de vendre, donner ou échanger aucunes poudres, munitions ou armes de guerre et, en outre, peine d'un emprisonnement de trois mois à un an.

Art. 14. Toutes autres infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies d'une amende de 5 à 100 f. et d'un emprisonnement de 1 à 15 jours ou de l'une des deux peines seulement.

En outre, les poudres, armes et munitions qui auront été l'objet des contraventions seront saisies et immédiatement versées dans les magasins de l'artillerie. Elles seront payées aux saisisants, sur le pied de 4 f. 50 le kilogramme de poudre sans distinction de qualité, et d'après l'évaluation faite par le Directeur d'artillerie pour les autres objets (armes et munitions).

Art. 15. Toutes dispositions autres, contraires aux présentes, sont et demeurent abrogées.

Art. 16. L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Messager* et au Bulletin-Officiel des Etablissements.

Papeete, le 26 février 1861.

E. G. de la RICHERIE.

Par le Commandant, Commissaire Impérial,

L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur,

TRILLARD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société.

Vu la demande à nous présentée par mesdames Elizabeth Howe et Mary Stonier, en vue d'obtenir la régularisation de l'ouverture de l'école par elles tenue, à Papeete, pour les enfants des deux sexes.

Vu l'art. 2 de l'arrêté du 30 août 1860, portant règlement sur les écoles libres dans les îles de la Société ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur ;

Le conseil d'Administration entendu ;

#### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Mesdames Elizabeth Howe et Mary Stonier, sont autorisées à tenir, à Papeete, un externat pour les enfants du sexe féminin. Il sera facultatif à ces dames de recevoir des enfants du sexe masculin, mais jusqu'à l'âge de 7 ans seulement.

Art. 2. Ces dames se conformeront au programme réglementaire par elles produit et, que nous révoquons de notre approbation pour être annexé au présent arrêté.

Art. 3. L'Ordonnateur faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messager* de Taïti et inséré au Bulletin-Officiel des Etablissements.

Papeete, le 26 janvier 1861.

E. G. de la RICHERIE.

Par le Commandant, Commissaire Impérial,

L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur,

TRILLARD.

Par décret impérial en date du 24 septembre 1860, M. Trastour, aide-commissaire de la marine, a été promu au grade de sous-Commissaire.

Par ordre de S. M. Pomaré IV, Reine des îles de la Société et dépendances, et du Commandant, Commissaire Impérial, en date du 1<sup>er</sup> Mars 1861, L'Indien Aru-a-Manua a été nommé Cavalier d'Escorte (lucier fidèle).

No te faane raa à T M Pomaré IV, te Arii vahine o te mau fenua Toiaia, e te Tomasa te Aovaha o te Emperera, i le 1<sup>er</sup> no Mali 1861.

Ua faatorahia o Aru-a-Manua ei Hono hipo Aralai.

## PARTIE NON OFFICIELLE.

### AVIS.

Conformément à la loi du 24 mars 1852, les habitants de Tahiti et Moorea sont priés de se rendre au Comité d'Entretènement des Terrains, composé de: Metuana, Tohitu de la division de Teaharoa, Président, Moiti, Chef du district, Tuia, Juge du district, Un des plus anciens, hui-raiira du district. Et M. Darling, interprète Secrétaire du Comité. Se réunira dans le district de Tuia, le 11 Avril 1861, pour commencer les inscriptions des terrains de ce district. Les juges des districts sont invités à donner la plus grande publicité à cet avis, afin que toutes les personnes intéressées se trouvent dans le district le jour indiqué.

### PARAU FAATIE.

Mai te au i le Tuie no te 24 no Mali 1852; te faaitie hui ra se te mau faaitie loa no Tahiti et Moorea, e e haaputugile te te Kouile no te papai raa fenua, mai teie te hui: Metuana, Tohitu no te iuhia i Teaharoa, Peretitei, Maitui, Tuavasa no te matacinea, Tuia, haava no te matacinea, Te hui hui-raiira hui i te fari no taua matacinea ra, e, M. Darling Aovaha faaitie parau papai parau no te kouile, i roto i te matacinea ra i Tuia, i te mahana 1<sup>er</sup> no Epouera 1861, e haamata i te papai raa fenua i taua matacinea ra.

Te faane hui du se te mau haava no te mau matacinea, e haaputugile maiiti i toieni parau faaitie, ia i te tsata toa e fenua lo raio i taua matacinea ra, e ia iac hui raio i roto i taua mahana i haava hui ra.

### AVIS.

Le raisier de la maison de la Reine à l'honneur d'inform MM. les Entrepreneurs qu'il sera procédé, le Jeudi, 25 mars 1861, à une heure de relevée, dans le bureau de la première section des Services Indiens, à l'adjudication sur

soumissions cachetées, pour les travaux nécessaires au Palais de la Reine.

Ces travaux consistent :

1<sup>o</sup>. Toute la maçonnerie nécessaire à la construction du Palais, sauf la fondation;

2<sup>o</sup>. Tous les travaux de charpente.

Le cahier des charges, concernant ces travaux, ainsi que le plan du Palais, sont déposés au bureau du chef de la première Section des Services Indiens, où l'on pourra en prendre connaissance.

DIRECTION DU PORT. — Papeete, 7 mars 1861.

### BÂTIMENTS SUR RADE.

DE GUERRE.

NEANT.

DE COMMERCE.

31 de. Golette de Borabora, Manu-Pou, de 55 ton. patron Papara.

5 jans. Golette du Protectorat, Tortue, de 18 ton. pat. Peleto.

7 février. Brig-golette Péruvien Eftua Kuiper, de 200 ton. capitaine Hakoma.

18 de. Cotre anglais, Will Wath, de 38 ton. cap. Haymet.

22 de. Golette de Borabora, Manu-tai-tei-rino, de 20 ton. patron Haati.

26 de. Trois-mâts barque du Protectorat, Sultan, de 120 ton. capitaine Bewis.

28 de. Brig-golette du Protectorat, Samoa, de 109 t. capitaine Atwoud.

1<sup>er</sup> mars. Brig du Protectorat, Suerte, de 400 ton. capitaine Hurde.

2 de. Golette du Protectorat, Peri, de 11 ton. patron Papa.

3 de. Golette du Protectorat, Favorite, de 100 ton.

Mouvements du Port de Papeete, du jeudi 25 février au jeudi 7 mars 1861.

NAVIRES DE GUERRE ENTRÉS.

NEANT.

NAVIRES DE GUERRE SORTIS.

3 mars. L'avis à hélice, le Latouche-Tréville, commandé par M. Cabant de Saint-Sernin, lieutenant de vaisseau.

NAVIRES DE COMMERCE ENTRÉS.

1<sup>er</sup> mars. Le brig du Protectorat, Suerte, de 200 t. capitaine Hurde, venant de Payta en 28 jours.

3 de. Golette du Protectorat, Peri, de 11 ton. venant des Tuamotu du Nord.

3 de. Golette du Protectorat, Favorite, de 100 ton. venant des Tuamotu de l'Est, avec sucre et huile de coco, chargé à l'île Parava.

NAVIRES DE COMMERCE SORTIS.

NEANT.

Le brig-golette du Protectorat, Samoa, partira le 15 mars pour Valparaiso.

## ÉTAT DES BESTIAUX

Abattus, à Papeete, du 25 Février au 4 Mars 1861.

Date de l'abattage.	Noms des Bouchers.	Noms des propriétaires.	Lieux de résidence.	Espèces des bestiaux.	Nombre.	Marques.	Observations.
26 Février	Georget.	Tiari.	Taitira.	Taureau	1	M.	
27	"	Georget.	Papeete.	Veau	1	GE.	
28	"	Porat.	Faaa.	Taureau	1	P. 10.	
1 <sup>er</sup> Mars.	"	Georget.	Papairiri.	Vache	1	EG.	
2.	"	Bambridge.	de.	Vache	1	Un carreau.	
3.	"	Auch.	Faaa.	Taureau	1	A.	
3	"	G. Orsmond.	Papaea.	Vache	1	O. une croix.	
4	"	de.	de.	Veau	1	Sans marque.	

Vu : Le Directeur des Affaires Européennes p. i., DUBOIS DE LA VALETTE.

Papeete, le 4 Mars 1861.  
Le Maréchal des logis, commandant la Gendarmerie, B. GIRAUD.

### OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES du 25 Février au 4 Mars 1861.

DATES.		TEMPÉRATURE.				Pluie.	Vents.
		hauteur moyenne.	oscillation diurne.	à 6 h. matin.	à 1 h. soir.		
Lundi	25	769,3	0,9	23,9	30,0	27,0	26,9
Mardi	26	761,0	1,5	21,6	30,8	27,7	27,1
Mercredi	27	760,9	4,2	24,0	30,4	27,2	26,7
Jeudi	28	761,1	1,3	21,5	30,2	26,8	26,5
Vendredi	1	761,0	1,5	24,6	30,8	27,7	27,1
Samedi	2	760,7	1,0	23,3	29,0	26,4	26,9
Dimanche	3	760,8	0,9	24,2	30,6	27,4	26,6

L'Imprimeur Gérant, H. HALLOT.

Papeete, Typographie du Gouvernement.

**DES LETTRES, JOURNAUX ET IMPRIMÉS.**

## TARIF D'AFFRANCHISSEMENT

A ACHEMINER PAR LA VOIE DES PAQUEBOTS BRITANNIQUES.

DESTINATIONS.	CONDITIONS.		LIMITES.	LÉTTRES SIMPLES.	OBSERVATIONS.
	DE L'AFFRANCHISSEMENT.	DA L'AFFRANCHISSEMENT.			
FRANCE ET ALGÉRIE	Facultatif.	Destination.	0 f. 80 c.		
Colonies françaises (en passant par la France).	Facultatif.	Id.	1 f. 30 c.		Les lettres non affranchies paient 2, 4, 10 c. de plus par gramme 1/2.
Espagne, Portugal et Gibraltar.	Obligatoire.	Bébélie.	1 f. 00 c.		
Belgique, Grands-Duchés de Luxembourg et de Bade, et Cantons Suisses.	Facultatif.	Destination.	1 f. 10 c.		Est considérée comme simple toute lettre dont le poids n'excède pas 7 gr. 1/2. Les lettres pesant 7 gr. 1/2 jusqu'à 15 gr. inclusivement, supportent une taxe double de celle applicable aux lettres simples. Celles pesant au-dessus des 15 gr. et jusqu'à 21 gr. 1/2 inclusivement, une taxe triple de celle des lettres simples, et ainsi de suite, en augmentant de 7 gr. 1/2 en 7 gr. 1/2 une taxe simple en plus.
Bavière, Prusse, Duché d'Anhalt, Principautés de Waldeck et de Hesse-Nassau, Hesse-Darmstadt, Hesse-Elmolteln, Saxo-Weimar-Eisenach, Duché de Nassau, de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen-Hildburghausen, Principautés de Hesse-Hombourg, de Saxe, de Hesse; de Schwarzbourg-Rudolstadt, ville libre de Friedland-sur-le-Mein et Elsass-Sarraz.	Id.	Id.	1 f. 20 c.		
Royaumes des Pays-Bas, de Hanovre et de Saxe, Grands-Duchés de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Strelitz et d'Oldenbourg, Duchés de Brunswick et de Saxe-Altenbourg, Villes de Brême, Hambourg et Lubeck, Grand-duché de Toscane, Tunisie, Duchés de Parme et de Modène, Grande Bretagne et Ile de Man.	Id.	Id.	1 f. 30 c.		
Royaume des deux Siciles.	Id.	Id.	1 f. 50 c.		
Etats pontificaux, Constantinople, Gallipoli, les Dardanelles, Melina, Smyrne, Rhodes, Merisina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli (Syrie), Beyrouth, Jaffa et Alexandrie.	Id.	Id.	1 f. 60 c.		
Des îonannes.	Obligatoire.	Trieste.	1 f. 60 c.		
Provinces Autrichiennes, Belgique (Servie), Danemark, Suède, Norvège, Russie, Pologne, Moldavie, Valachie, et Royaume de Grèce.	Facultatif.	Destination.	2 f. 00 c.		Les lettres chargées paient, double taxe, elles doivent être obligatoirement affranchies.

DESTINATIONS.	CONDITIONS	LIMITES	PAR 10 GRAMMES	OBSERVATIONS.
	DE L'AFFRANCHISSEMENT.	DE L'AFFRANCHISSEMENT.	DU FRACTION DE 10 GRAMMES	
FRANCE ET ALGERIE.	Obligatoire.	Destination.	0 f. 23 c.	Pour l'un de ces modalités (ou, part, les objets désignés dans le présent tableau devront être mis sous bandes, et ne contenir aucune écriture, chiffre, ou signe quelconque à la main si ce n'est l'adresse des destinataires. Ceux d'entre objets qui ne réuniront pas ces conditions, seront taxés comme lettres.
Côtes Françaises (sous compris les Etablissements de l'Inde)	d.	d.	0 f. 35 c.	
Etablissements français de l'Inde	d.	d.	0 f. 44 c.	
Peys Etrangers désignés dans l'autre tableau.	d.	Frontières de France.	0 f. 33 c.	